



CONVENTION D'OCCUPATION PRECAIRE

Rue Batzue
179/ VERSAILLES

L'an deux mille quinze, le 10 AVR. 2015

ont comparu :

1°) M. le Directeur Départemental des Finances Publiques des Yvelines dont les bureaux sont situés 16, avenue de Saint-Cloud à VERSAILLES (Yvelines), agissant au nom et pour le compte de l'Etat en exécution de l'article R.2222-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et conformément à la délégation de signature qui lui a été consentie par arrêté préfectoral en date du 28 juillet 2014,

- Assisté de M. le Recteur de l'Académie de VERSAILLES, Chancelier des Universités demeurant, 3, boulevard de Lesseps -78017 VERSAILLES Cedex, représentant le Ministère de l'Education Nationale, occupant de l'immeuble,

D'une part

2°) Société ERDF, Direction Régionale Ile-de-France Ouest dont les bureaux sont situés 1-3, rue Stephenson 78180 MONTIGNY-LE-BRETONNEUX,

Ci-après dénommé le bénéficiaire

D'autre part

Lesquels ont exposé comme suit :

Aux termes d'un acte administratif en date du 24 avril 2002, ELECTRICITE DE FRANCE à été autorisé à maintenir, sur un terrain cadastré section AX n°419 situé rue de Balzac à Versailles, un poste de transformation électrique d'une superficie de 18 m²20.

Par pétition en date du 22 décembre 2004, ELECTRICITE DE FRANCE a sollicité le renouvellement de l'autorisation, venue à expiration le 21 janvier 2005.

En conséquence, un nouvel acte a été établi prenant fin à la date du 21 janvier 2010.

La dernière convention en date du 13 octobre 2009 est arrivée à son terme au 31 janvier 2015. Aussi, il convient de procéder à son renouvellement.

Cette demande a reçu l'accord du ministère de l'Education Nationale et du service du Domaine.

Ceci exposé, les parties ont convenu ce qui suit:

CONVENTION

Article 1^{er}

En application de l'article R.2222-1 du Code du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, l'Etat autorise E.R.D.F. à **maintenir sur un terrain cadastré AX n° 419, situé rue de Balzac à Versailles, un poste de transformation électrique d'une superficie de 18 m² 20.**

Tel, au surplus, que cet immeuble existe sans qu'il soit nécessaire d'en faire une plus ample description, le bénéficiaire déclarant le bien connaître.


Cet immeuble est identifié dans le logiciel CHORUS sous le n° IDF1/111452/182898.

Le bénéficiaire reconnaît expressément le caractère provisoire, précaire et révocable de l'occupation sollicitée et s'engage à libérer les lieux sans indemnité à la première requête de l'administration.

Article 2

La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable, pour une durée de **CINQ ANS (5 ans)** à compter du **1^{er} février 2015** pour se terminer le **31 janvier 2020** et ne pourra en aucun cas, se poursuivre par tacite reconduction.

Par exception, compte tenu, à la date d'expiration, des circonstances de l'occupation appréciées par l'Administration, de l'état du bien et des perspectives de son utilisation par le Recteur de l'Académie de VERSAILLES, la reconduction de la convention sera susceptible, après examen



d'une demande expresse en ce sens du bénéficiaire, d'être accordée pour une période de cinq ans. Cette reconduction impliquera l'établissement d'un nouveau titre.

La demande dûment motivée du bénéficiaire devra être formulée six mois avant la date d'arrivée du terme

Article 3

Le service du Domaine se réserve le droit de suspendre la convention ou de la révoquer à tout moment et sans préavis soit pour non-respect par la bénéficiaire de l'une quelconque de ses obligations, soit pour un motif d'intérêt général et, en tout état de cause, en cas de vente de l'immeuble par l'Etat.

La suspension ou le retrait de la convention sera prononcé(e) par simple notification adressée au domicile du bénéficiaire par lettre recommandée avec avis de réception. Le bénéficiaire devra prendre ses dispositions pour libérer les lieux dans le délai fixé par l'administration. Ce délai ne pouvant pas être inférieur à trois mois. En aucun cas et pour quelque cause que ce soit, Il ne pourra réclamer une indemnité.

En raison de son caractère de simple tolérance et de sa précarité, la présente convention d'occupation ne confère au bénéficiaire qui le reconnaît expressément, aucun droit au maintien dans les lieux, aucun droit au renouvellement et aucun des droits ou avantages reconnus aux locataires d'immeubles à usage commercial, industriel ou artisanal ou à usage agricole.

Cette convention d'occupation revêt un caractère strictement personnel et ne pourra faire l'objet ni de cession, ni de sous-location ou prêt sous quelque forme que ce soit.

Elle ne pourra faire l'objet d'une transmission aux héritiers ou aux ayants droit à titre universel.

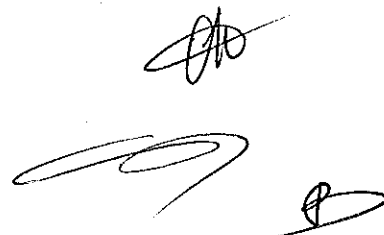
Article 4

En cas de modification des statuts d'E.R.D.F. ou de cession d'actifs, il est expressément convenu, que le bénéfice de la présente convention pourra être transférée à la nouvelle société.

La nouvelle société se substituera dans les droits et obligations du présent bénéficiaire.

Article 5

Dans le cas où le terrain d'assiette du poste de livraison cesserait, pour tout ou partie et pour un motif quelconque, de dépendre du Ministère de l'Education Nationale ou serait concédé à un autre service public, la résiliation de la présente concession aurait lieu de plein droit, sans signification de congé.



Article 6

L'autorisation ne peut impliquer aucune servitude de quelque nature qu'elle soit sur le Domaine de l'Etat.

Article 7

Toute modification de l'implantation du poste de transformation devra être constatée par un nouvel acte.

Article 8

Le concessionnaire sera entièrement responsable envers l'Etat et envers les tiers de tous les dommages qui pourraient résulter des travaux d'installation ou de réparation ainsi que du fonctionnement du poste de transformation.

Sous aucun prétexte, E.R.D.F. ne pourra avoir recours contre l'Etat ou ses ayants-droit en cas de dégradation du poste de transformation ou de troubles apportés à son fonctionnement.

Article 9

Les travaux d'entretien nécessaires par l'exploitation du poste resteront exclusivement à la charge de la société concessionnaire. Les élagages qui seraient reconnus nécessaires en bordure du poste, seront exécutés par E.R.D.F., à ses frais, sous le contrôle du Rectorat de Versailles qui devra être avisé au moins quatre jours à l'avance. Les produits de ces élagages resteront, en tout état de cause, la propriété de l'Etat.

Article 10

Les dégâts qui pourraient être causés au sol et aux aménagements du sous-sol, à l'occasion des travaux d'entretien ou de réparation du poste, devront être réparés au fur et à mesure par E.R.D.F. à ses frais exclusifs.

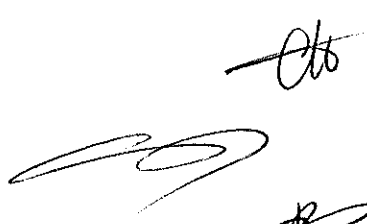
Article 11

Les Services du Rectorat de Versailles préviendront huit jours à l'avance E.R.D.F. des travaux qu'ils pourraient être amenés à effectuer à proximité du poste, afin que les mesures propres à en assurer la sécurité puissent être arrêtées d'un commun accord.

Aucune indemnité ne pourra être réclamée à l'Etat si le poste venait à être endommagé par suite d'événement quelconque ou de travaux.

Article 12

La présente occupation est autorisée, compte tenu de son caractère précaire et révocable, moyennant une redevance annuelle de **QUATRE CENT QUATRE-VINGT-SEPT EUROS (487 €)**, payable d'avance auprès de la Direction Départementale des Finances Publiques des Yvelines – service comptabilité – 16, avenue de St-Cloud - 78018 VERSAILLES cedex.



Cette redevance est révisable chaque année en fonction de la variation de l'indice INSEE du coût à la construction du 3ème trimestre de l'année n-1, l'indice de référence étant celui du 3ème trimestre 2014, soit **1627**.

En cas de retard dans le paiement de la redevance, les intérêts au taux légal courront de plein droit au profit du Trésor, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure quelconque et quelle que soit la cause du retard.

Pour le calcul des intérêts, tous les mois sont comptés pour trente jours et les fractions de mois sont négligées.

En cas de difficulté avec le preneur, l'Etat pourra procéder à son expulsion, sans que les offres ultérieures de payer des indemnités échues ou l'exécution postérieures des stipulations non observées, puissent arrêter l'effet des mesures prévues ci-dessus.

Article 13

Le présent acte est dispensé de la formalité de l'enregistrement et du droit de timbre.

Article 14

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties font élection de domicile :

- les représentants du service du Domaine et du service affectataire en leurs bureaux,
- le bénéficiaire en son domicile.

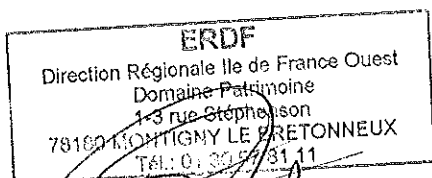
Toutes les stipulations du présent acte ont été convenues et arrêtées par les parties contractantes qui affirment en avoir eu lecture.

Fait et passé à Versailles à la date indiquée ci-dessus.

Et, après lecture faite, les comparants ont signé,

Le Représentant d'E.R.D.F.

Le Recteur de l'Académie de Versailles
Chancelier des Universités,



Pierre-Yves DUWOYE

Le Directeur Départemental des Finances
Publiques
L'Inspectrice divisionnaire des Finances Publiques

Christine DEBOUL